

CONV 304/02

WG IV 14

NOTE

du:	Secrétariat
au:	Groupe de travail IV sur les parlements nationaux
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 26 septembre 2002

1. Le groupe a poursuivi son échange de vues concernant le rôle et les fonctions que pourraient avoir les réseaux et les mécanismes rassemblant des représentants des parlements nationaux et/ou du Parlement européen (cf. aussi la note de synthèse de la réunion du 19 septembre 2002, doc. CONV 290/02). Le groupe a par ailleurs procédé à un bref échange de vues concernant certaines questions que d'autres groupes lui ont suggéré d'examiner.

Mécanismes multilatéraux, au niveau européen, pour la participation des parlements nationaux ainsi que du Parlement européen

2. Dans le cadre de la discussion sur les mécanismes multilatéraux, au niveau européen, pour la participation des parlements nationaux et du Parlement européen, certains membres du groupe de travail ont souligné qu'il était nécessaire d'examiner la question au regard de ce que pourraient être l'objectif et le rôle fonctionnel des mécanismes envisagés. Les membres du groupe se sont montrés peu disposés à créer de nouvelles structures institutionnelles.

3. En outre, les membres du groupe sont convenus qu'il pourrait être utile de créer des mécanismes tant pour les contacts intervenant exclusivement entre parlements nationaux que pour ceux qui interviennent entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Plusieurs membres ont par ailleurs souligné qu'il importait de rappeler qu'il ne s'agit pas ici de "concurrence" entre les parlements nationaux et le Parlement européen, qui ont chacun leur rôle distinct, mais de la manière d'associer davantage les parlements nationaux aux affaires européennes (par le biais d'une amélioration des échanges entre les différents parlements nationaux, d'une part, et, d'autre part, entre ces derniers et le Parlement européen) dans l'intérêt d'un renforcement de l'ancrage démocratique de l'UE dans les États membres. L'importance d'assurer une participation accrue des membres du Parlement européen au niveau national a également été relevée.
4. Plusieurs membres ont évoqué l'importance d'une mise en réseau des parlements nationaux aux fins de l'échange de meilleures pratiques et d'autres informations utiles. Les membres du groupe sont convenus qu'il était nécessaire de réformer la COSAC et de la rendre plus efficace. En plus du rôle de promotion de l'échange des meilleures pratiques et d'informations, plusieurs membres ont suggéré de développer davantage les contacts entre commissions permanentes dans le cadre d'une COSAC réformée et de cibler plus clairement les travaux de la COSAC. Il a également été suggéré que la COSAC se penche sur le contrôle du principe de subsidiarité à un niveau général, la participation directe des parlements nationaux se faisant par le biais du contrôle exercé sur les gouvernements et du nouveau mécanisme d'alerte précoce proposé par le groupe de travail I. Il a par ailleurs été proposé que les institutions de l'UE soient tenues de répondre aux contributions transmises par la COSAC. Les membres du groupe ont attiré l'attention sur le fait que la mise en place d'un congrès aurait probablement des incidences quant au rôle dévolu à la COSAC. Certains membres ont suggéré de faire de la COSAC un mécanisme réservé aux contacts entre parlements nationaux. Un membre du groupe a suggéré que la COSAC devienne une commission permanente relevant d'un congrès.

5. Le rôle que pourrait avoir un congrès rassemblant les parlementaires nationaux et européens a fait l'objet d'un débat. Plusieurs membres du groupe ont fait savoir que leur position était ouverte quant à l'idée d'un congrès, mais que cela dépendait du rôle fonctionnel qui lui serait dévolu. Il a également été souligné que son objectif et son rôle doivent être clairement expliqués aux citoyens. D'autres membres du groupe ont exprimé des craintes, estimant que de nouveaux mécanismes accroîtraient la complexité de l'architecture européenne, et l'un d'entre eux s'est déclaré opposé à l'idée d'un congrès.
6. Les membres du groupe qui se sont déclarés favorables à l'idée d'un congrès ont estimé qu'un tel mécanisme pourrait jouer un rôle dans l'élaboration de l'agenda / de la stratégie politiques de l'UE, par le biais d'une participation conjointe des parlements nationaux et du PE à un débat européen. L'accent a été mis sur le fait qu'un congrès devrait être un forum, un mécanisme, et non une institution. Plusieurs membres ont proposé que le congrès soit informé du (futur) programme stratégique pluriannuel et/ ou du programme annuel du Conseil et qu'il ait la possibilité de participer aux discussions. Il a également été suggéré que le congrès reçoive un rapport sur l'état des travaux et soit donc informé du suivi de la remise des déclarations d'intention (au cas où le congrès se réunirait une fois par an). Il a encore été suggéré que le congrès reçoive un rapport sur l'état de l'Union et/ou soit invité à approuver les nominations à haut niveau. Le groupe a souligné qu'un congrès ne devrait pas avoir de rôle législatif et que le mécanisme ne devrait pas bloquer ou perturber le processus législatif, ni affaiblir la méthode communautaire. Un membre a suggéré de confier au congrès certaines modifications futures du traité n'exigeant pas la ratification des États membres selon les procédures actuelles. Différentes propositions ont été avancées quant à la fréquence des réunions du congrès, qui pourrait aller d'une ou deux fois par an jusqu'à une fois tous les cinq ans.
7. La proposition d'informer les parlements nationaux quant au programme législatif annuel de la Commission a également été relevée (N.B. en liaison avec une association précoce des parlements nationaux au processus de contrôle exercé sur le principe de subsidiarité, évoquée au cours de réunions précédentes du groupe).

8. Le groupe s'est félicité de la suggestion avancée lors de la réunion précédente concernant le rôle éventuel des conférences interparlementaires ad hoc, qui pourraient se pencher sur d'épineuses questions politiques (N.B. on a mentionné à cet égard, lors de la réunion précédente, la réforme de la PAC et le système des ressources propres).

Questions soulevées par d'autres groupes

9. Un autre groupe de travail a avancé l'idée que le groupe IV souhaitera peut-être étudier la question du recours à l'article 308 du TCE et discuter de la question de savoir si les parlements nationaux devraient jouer un rôle spécifique / complémentaire à cet égard. M. Van Nuffel, de la Commission européenne, a expliqué la situation concernant le recours à l'article 308, soulignant que, aux termes de l'article en question, il est prévu qu'une action peut apparaître nécessaire dans des domaines où le traité ne fournit pas de cadre juridique approprié. Une liste d'actes adoptés depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam a été diffusée. Cet article a été principalement utilisé dans trois domaines: pour la création d'organismes, dans le secteur de l'énergie et dans le domaine de la coopération économique, financière et technique avec certains pays tiers (le traité de Nice intègre au traité le troisième de ces domaines, mais pas les deux autres).
10. Lors de la discussion qui a suivi, les membres du groupe ont souligné qu'il importait de conserver l'article afin de maintenir une certaine souplesse. Certains membres ont proposé que les propositions fondées sur l'article 308 soient soumises à la procédure de codécision, mais d'autres s'y sont opposés. S'il a été précisé que le rôle des parlements nationaux au regard des mesures fondées sur l'article 308 était le même que pour toute autre proposition législative, à savoir, en tout premier lieu, exercer un contrôle parlementaire approprié vis-à-vis des gouvernements, il a été rappelé qu'il importait d'indiquer clairement qu'une proposition était fondée sur l'article 308 et certains membres ont même proposé que la Commission précise les raisons du recours à l'article 308. Vu le peu de temps disponible pour une discussion, la présidence a invité les membres du groupe à lui adresser leurs observations par écrit.

11. La présidence a fait savoir qu'elle avait reçu une lettre de M. Hänsch concernant les questions soulevées au sein du groupe de travail VI et que le groupe IV pourrait souhaiter examiner (association des parlements nationaux en matière de coordination de la politique économique, cf. copie de la lettre transmise par e-mail). Vu le manque de temps pour procéder à une discussion à ce sujet au cours de cette réunion, la présidence a invité les membres du groupe à lui communiquer leur avis par écrit.

Exposé oral de la présidence lors de la session plénière de la Convention

12. La présidence a informé le groupe de son intention de présenter, lors de la session plénière des 3 et 4 octobre, un exposé oral sur l'état des travaux. Cet exposé tiendra compte des travaux du groupe, tels qu'ils sont présentés dans les notes de synthèse des réunions.

Prochaine réunion

13. La prochaine réunion se tiendra le 1er octobre 2002, de 14 h 30 à 18 h 00. Elle sera consacrée à l'examen d'un premier projet de rapport final (qui sera diffusé avant la réunion).
